

Bulletin d'histoire politique

Georges Leroux, Éthique, culture religieuse, dialogue : arguments pour un programme, Fides, Montréal, 2007, 117 p.

Marc Chevrier

L'Expo 67, 40 ans plus tard
Volume 17, Number 1, Fall 2008

URI: id.erudit.org/iderudit/1056067ar
<https://doi.org/10.7202/1056067ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chevrier, M. (2008). Georges Leroux, Éthique, culture religieuse, dialogue : arguments pour un programme, Fides, Montréal, 2007, 117 p. *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 1-17. <https://doi.org/10.7202/1056067ar>

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org

Georges Leroux, *Éthique, culture religieuse, dialogue : arguments pour un programme*, Fides, Montréal, 2007, 117 p.

MARC CHEVRIER
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

Au premier coup d'œil, le petit livre publié par Georges Leroux pour la défense du nouveau programme d'éthique et de culture religieuse paraît un cadeau du ciel : sur la page couverture posent quatre petits anges à l'air candide et épanoui, trois fillettes aux cheveux blonds et folâtres et un garçon au teint mulâtre à la mine déjà décidée que couronne une chevelure crépue. Dès les premières pages, le ton est donné. On reconnaît aussitôt le style « melliflu », tout en rondeur, ondoyant, susurrant, velouté de notre fin lecteur d'Homère et de Platon, et de surcroît l'un des penseurs de ce programme, qui nous annonce une bonne nouvelle : le temps est venu pour le Québec de s'ouvrir à la véritable laïcité et de réaliser une utopie éducative comme jamais aucune société avant lui n'avait osé le faire. Désormais, l'école québécoise sera vouée à la connaissance de la différence et au dialogue de tous avec tous, grâce à un programme qui, mêlant la réflexion éthique à la découverte de la diversité religieuse, fera des enfants, tels de futurs rois-philosophes, de redoutables raisonneurs « face à tous les enjeux moraux de l'expérience, personnelle et sociale, qui les attend ». Le texte surabonde en formules obèses, débordantes de bonnes intentions, tel le vœu, qui revient comme un mantra, de créer « une école ouverte à la pluralité et désireuse de construire l'harmonie commune sur la rencontre et non sur les privilèges, fussent-ils ceux de la majorité ».

Mais que cache tout ce sucre candi, une fois fondue cette enveloppe dégoulinante ? Un livre navrant, révélateur du type de pensée lénifiante qui s'est répandue hélas au Québec comme une novlangue imparable. Trois éléments

méritent d'être développés, aux fins de cerner les caractéristiques de cette pensée, dont Georges Leroux, de toute évidence, n'est pas le seul porte-parole. 1- Ce livre est un acte d'autopromotion d'une nouvelle classe d'éthiciens, spécialistes en discussion morale en tous genres. 2- En transposant la logique sous-jacente au multiculturalisme libéral canadien à la sphère éducative et religieuse, ce livre continue la légitimation de l'ordre canadien. 3- Finalement, ce livre est une défense – une autre encore – de l'idéologie éducative dominante au Québec, le socioconstructivisme.

Tout d'abord, le livre de Leroux frappe par sa prétention de placer l'éthique raisonnée, nourrie de philosophie, au-dessus de la morale sociale, sédimentaire, spontanée, héritée, façonnée par la religion, le groupe et d'autres systèmes de croyance. Il insiste notamment sur la légitimité du discours éthique, en tant que discipline et pratique, bien qu'il admette que celle-ci ne saurait tout à fait remplacer les convictions morales issues de la croyance religieuse. Mais pour Leroux, la réflexion éthique et la croyance sont deux sphères distinctes, et on devine aisément que la première a le dessus sur la deuxième dans un programme scolaire. Cependant, l'éthique, devenue le fonds de commerce de plusieurs philosophes au Québec au point de former en soi un métier (Daniel Weinstock, *Profession éthicien*, 2006), est problématique à plusieurs égards. Son succès auprès de plusieurs philosophes au Québec est le signe du désarroi où s'y trouve la philosophie qui, pressée d'être la servante des sciences naturelles et du langage, se rabat sur un rôle de technicienne et d'animatrice de la discussion morale. Le primat de l'éthique raisonnée est porteur de choix *a priori* que les éthiciens n'aiment guère admettre : entre autres la dépolitisation des conflits. Là où on n'aimerait voir que du dialogue, du consensus par recoupement, de la délibération, on s'empêche de voir les conflits irréductibles à la base de nombreux dilemmes moraux. La séparation entre éthique et morale est d'ailleurs plutôt ténue. John Rawls, dans *Libéralisme politique*, affirmait le primat des questions morales sur le rapport à la vérité, en somme ce qui *convient* de savoir de la société est plus important que savoir ce qu'elle est. Et dans les faits, de multiples éthiciens aujourd'hui appelés sur toutes les tribunes se comportent comme les oracles autorisés de la morale collective, combinant le double chapeau d'expert et de clerc, et touchant, cela va sans dire, des émoluments non négligeables. Pourquoi faudrait-il écouter ces clercs philosophants davantage qu'un évêque ? Un beau mystère à méditer ? Or Georges Leroux nous demande de mettre notre confiance dans les bienfaits de l'éthique, d'autant plus grands qu'ils seront disséminés sur des milliers de petites têtes.

Sur le plan de la légitimation intellectuelle, le livre de Leroux se révèle une manœuvre habile de transposition de la logique du multiculturalisme

canadien dans la sphère éducative et religieuse. L'une des grandes ambitions du libéralisme politique est de réaliser la neutralité de l'État à l'égard des choix intimes et personnels des individus, si bien que ce dernier doit se garder d'imposer à ceux-là quelque ordre de croyances que ce soit, notamment dans la sphère religieuse, historiquement source de conflits meurtriers. En ce sens, la neutralité de l'État comporte une part de neutralisation : d'une part, il doit voir à apaiser les conflits religieux et moraux, pour éviter la dislocation de l'espace civil ; d'autre part, les titulaires du pouvoir doivent eux-mêmes apprendre à dissocier leurs propres convictions de celles de la société et réfréner leur envie d'imposer leurs vues. Cependant, dans un État multinational, où coexistent une majorité et une minorité, la neutralisation peut aller jusqu'à étouffer les sources de tension entre les communautés, au profit de la dominante. Le multiculturalisme canadien le fait de trois manières : 1- par l'affirmation d'un relativisme culturel, qui met toutes les cultures sur le même plan, peu importe qu'elle soit historiquement enracinée ou arrivante, etc. ; 2- par une vision subjectiviste de la culture, celle-ci étant réduite à l'univers de normes et de références que porte chaque individu, et ainsi dépouillée de tout contenu objectif, matériel et social ; 3- enfin il fait de l'État un lieu vide, habité par aucune collectivité concrète, régulé strictement par les droits des individus et des minorités officiellement reconnues.

Le programme prôné par Leroux fait à peu près la même chose pour l'enseignement de l'éthique et la culture religieuse. Dans un premier temps, il absolutise les exigences découlant de la diversité. À croire Leroux, jamais le pluralisme n'a-t-il été aussi grand au Québec. Cela est peut-être vrai si l'on parle de la diversification de la pratique religieuse ; seulement cette diversité prend place dans une société nord-américaine, consumériste et standardisée qui suppose plutôt une uniformisation des mœurs dont Leroux, qui ne pense qu'à l'autel, ne fait guère mention. Toujours est-il que Leroux déduit de la constatation d'un pluralisme de fait supposé une exigence normative, qu'il nomme le « pluralisme normatif », qui met toutes les religions et l'incroyance dans le même paquet. Puisque que chacune est porteuse d'une conception de la vie bonne, nul ne peut décider laquelle est la meilleure, relativisme oblige : aussi faut-il les enseigner toutes. La vision leroussienne de la religion est purement subjectiviste ; toutes les croyances sont candidates à l'enseignement car elles appartiennent toutes au monde de l'intime conviction : peu importe que le catholicisme ait façonné les croyances, les mœurs, la culture, l'espace public et l'architecture du Québec pendant 400 ans, il demeure un simple fait subjectif qui le rend équivalent à quelque nouvelle religion pratiquée au Québec. Enfin, le programme leroussien éjecte de son horizon le Québec en tant que nation francophone historiquement marquée par le catholicisme.

En lisant ce programme, on se demande : où est le sujet collectif, qui transmet quoi à qui ? Le sujet collectif n'est plus ; s'il existe une majorité, elle est muette, sans volonté, sans héritage historique, sans exigence, elle existe négativement en tant que sujet fantôme qui doit s'adapter aux exigences absolues de la diversité. C'est une nation vide, sans contenu, procédurale, gouvernée par l'éthique des droits, sans majorité qui décide quoi que ce soit. Leroux parle d'un lieu de nulle part, d'un point philosophique, planant, presque divin, du haut duquel toutes les croyances et incroyances sont appréhendées dans leur majestueuse pluralité. Et c'est à partir de ce point de nulle part qu'on définit ce que les enseignants du Québec doivent transmettre à des enfants qui ne savent pas encore dans quelle société ils sont nés ou arrivés. « Dans une société déconfectionnée, écrit Leroux, nous n'avons aucune obligation stricte envers notre histoire morale et spirituelle, et nous ne trouverons en effet aucun principe justifiant la transmission en tant que telle ». Édifiant.

En homme du juste milieu, Leroux prétend que le Québec, en adoptant ce nouveau programme de formation laïque à la culture religieuse, échapperait à deux périls : l'école confessionnelle d'inspiration communautarienne, usitée dans les pays scandinaves et l'Europe du Nord, et le modèle républicain français. Bien qu'il se défende d'épouser une vision communautarienne de l'école, Leroux n'en préconise pas moins une vision communautarienne de l'enseignement de l'éthique et la religion à l'école. Leroux présente les religions et les croyances, quelle que soit leur provenance ou leur enracinement historique au Québec, comme autant de faits « naturels » qui ont droit de cité à l'école et qui s'imposent finalement à l'État. L'école reproduit en son sein la distribution sociale des croyances, comme un miroir idéalisé, elle ne crée pas vraiment son espace de transmission en dehors de la société. Une injonction revient inlassablement : il faut accueillir l'autre, le pluralisme, se soumettre à ses exigences, bref, l'enseignement de l'éthique obéit à une logique de reproduction de la mosaïque des croyances.

Quant à la critique que fait Leroux du républicanisme français, elle tient de la caricature. À croire Leroux, l'école républicaine française aurait été incapable d'assurer la transmission d'un savoir moral et éthique, tout axée qu'elle a été sur la stricte transmission de connaissances scientifiques et littéraires, conformément à une tradition humaniste élitiste. Elle aurait littéralement refoulé l'enseignement des normes religieuses, livrant à eux-mêmes des jeunes désorientés, en colère selon Leroux, parce que l'école républicaine les aurait coupés de leurs racines religieuses. . . C'est réduire là la transmission au seul cursus, alors que l'école républicaine française a été longtemps en elle-même un lieu puissant de formation civique, par ses rites, le prestige de l'instituteur et une ferveur tout républicaine qui ne s'est pas encore tarie, malgré les

nombreux ratés du système. De plus, Leroux semble oublier que le républicanisme en France est né en opposition à l'Église, dans un contexte de guerre civile larvée qui s'est soldée par une séparation des tâches de transmission entre l'État et l'Église équilibrant leur puissance. En fait, Leroux associe à tort au républicanisme une seule avenue possible : l'absence de tout enseignement religieux, conformément à une vision stricte de la laïcité. C'est sans doute une option nécessaire, quand l'Église fait la guerre à l'État ou quand ce dernier doit s'extirper de l'emprise de la première. L'autre avenue possible est que l'État prenne en charge un enseignement au fait religieux, non point au nom du pluralisme normatif communautaire, mais pour transmettre le dépôt anthropologique commun de la majorité. La communication des croyances n'étant pas de son ressort, il peut devoir néanmoins assurer les conditions de lisibilité d'une société à elle-même et prodiguer un enseignement éclairant l'enfant sur les dimensions historique, sociale et philosophique d'une expérience religieuse nationale, en ouvrant bien sûr des perspectives complémentaires sur d'autres religions. Il est clair qu'aucune de ces avenues ne trouve grâce aux yeux de Leroux qui, s'il entend rompre avec l'héritage du catholicisme d'antan, en perpétue l'indécrottable anti-républicanisme.

Enfin, le programme leroussien est une ode au socioconstructivisme, l'idéologie régnante au Québec en matière d'éducation. Son texte est un joli florilège d'expressions célébrant l'autonomie créatrice de l'enfant, le primat de l'expression de soi sur l'acquisition des connaissances, l'approche par compétences. On comprend au fond qu'un programme dédié à l'apprentissage de la compétence au dialogue, à la tolérance, au respect, n'a rien à transmettre. Choisissez un mot gentil et faites-en une compétence sur laquelle travailleront une légion de didacticiens, voilà finalement à quoi se résume l'approche pédagogique du programme. Tout ce qui compte, c'est que l'enfant se positionne face aux enjeux moraux de l'existence. Exprime-toi, petit homme, dis ton opinion sur tout, tel est le mot d'ordre de *l'opinionisme leroussien*. On s'aperçoit ainsi comment les lubies du socioconstructivisme arrivent à séduire un esprit philosophique comme Leroux. Philosophie et pédagogie du vécu assaisonnée de cognitivisme se conjuguent pour hisser l'enfant au rang d'agent autonome, capable de découvrir en lui-même la loi morale, tel Adam et Ève au jour de la création, belle utopie qui n'est rien d'autre qu'un kantisme débridé qui rêve d'un enseignement philosophique embrassant tous les cycles, du primaire au collégial. Et tout cela se passe dans une école vue comme une petite démocratie, sans espace propre entre le politique et le social. Tout bien considéré, le programme d'éthique et de culture religieuse serait peut-être une aventure valant la peine d'être risquée, si les enseignants qui auront la charge de le mettre en œuvre étaient de profonds Mircea Eliade, des Ernest

Renan, ou des êtres aussi cultivés et distingués que Leroux. Mais conformément au dogme *pédagogicien*, ce programme tombera hélas dans les mains d'enseignants sans doute mal préparés, peu connaissant de ces subtiles questions et dont plusieurs seront convaincus qu'on peut tout enseigner, pourvu qu'on ait un diplôme de pédagogie.

Il y aurait sans doute beaucoup de liens à faire entre ces arguments pour un programme, le rapport Taylor-Bouchard sur les accommodements raisonnables et le controversé programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté. Une parenté de pensée, un vocabulaire commun, des finalités complices, le même morne prêche de savants qui, forts de leur science, ont décidé de moraliser le Québec à leur manière.